

**Forum politique de haut niveau pour le développement durable  
ONU, New York  
16-20/7/2017.**

**Rapport de la sénatrice Brigitte Grouwels**

Au nom de l'UIP Belgique, j'ai participé du 16 au 20 juillet 2017 au [Forum politique de haut niveau pour le développement durable](#) des Nations Unies.

Ce forum s'est tenu à New York, deux ans après l'adoption par les Nations Unies du Programme de développement durable à l'horizon 2030 (ODD : objectifs de développement durable).<sup>1 2</sup>

44 pays, dont la Belgique, ont présenté un rapport volontaire d'évaluation sur les efforts déjà accomplis en faveur des ODD.

La délégation belge était menée par le vice-premier ministre Alexander De Croo. Des collaborateurs de son cabinet, des diplomates belges et des représentants de la société civile – conseils de la jeunesse, 11.11.11, syndicats, entrepreneurs – faisaient également partie de la délégation.



Le **rapport d'évaluation belge** (en anglais) peut être consulté [ici](#).

Le ministre De Croo a présenté le rapport. Un représentant de la société civile a également pu faire une brève intervention.

Quelques points importants à relever.

- La Belgique œuvre actuellement d'une manière ou d'une autre à chacun des 17 ODD et à la plupart des 169 sous-objectifs, et ce tant à l'intérieur que dans ses relations avec d'autres pays.
- Les principes de base régissant tous nos efforts sont: l'inclusion ("leaving no one behind"), une approche basée sur les droits et l'intégration de la dimension genre dans toutes les initiatives (« gender mainstreaming »).
- Le rapport belge a été établi en coopération avec tous les départements et toutes les entités fédérées. La société civile y a été (largement) associée et a pu apporter une contribution importante, tant pour surveiller que comme partenaire dans la mise en œuvre du Programme 2030.
- Il est prévu que les différents parlements du pays recevront des rapports de suivi deux fois par législature.

Il était intéressant de voir comment des pays aux quatre coins du monde, et qui se trouvent dans des situations très différentes, font le bilan de leurs progrès dans divers domaines suivant une même méthodologie. Tous les pays ont encore des objectifs à réaliser. Pour la Belgique, beaucoup reste à faire en ce qui concerne la formation permanente, la qualité de l'eau et de l'air, la consommation d'énergie et l'énergie renouvelable, les émissions de CO<sub>2</sub>, la réduction du risque de pauvreté et la mobilisation de ressources pour relever ces défis. En ce qui concerne l'égalité entre le sexes, le score de la Belgique est bon sans être parfait. En matière de liberté de la presse, notre pays occupe la 9<sup>e</sup> place au monde.

La Belgique dispose d'un instrument relativement précis pour mesurer la mise en œuvre des ODD (avec des indicateurs statistiques détaillés) mais pourrait encore le peaufiner. Les connaissances et la prise de conscience concernant les ODD peuvent certainement encore être améliorées à divers niveaux. Les ODD sont importants pour les gouvernements, les administrations et les parlements mais aussi pour les pouvoirs locaux, les entreprises, le monde académique, les associations et organisations de toutes sortes et, pourquoi pas, pour

l'engagement des citoyens individuels. Le but est de créer un monde meilleur et de ne laisser personne pour compte !



Les ODD concernent à la fois la politique interne et la politique à l'égard d'autres pays. Tous les responsables politiques doivent dès lors s'y intéresser, y compris tous les parlementaires, pas seulement ceux qui s'occupent de la coopération au développement.

Pendant la conférence, les résultats d'une étude de la Fondation Bertelsmann

(Allemagne) ont été publiés. Cette étude concerne la mise en œuvre des ODD dans les pays relativement riches (membres de l'OCDE). La Belgique s'y trouve à la 8<sup>e</sup> place, parmi 34 pays. Selon la Fondation, les pays riches ne réussissent pas à lutter contre la pauvreté, alors qu'ils consomment trop de ressources naturelles. A l'heure actuelle, ils ne peuvent donc plus servir de modèle pour les pays en développement. Et de conclure qu'en matière de développement durable, nous sommes tous des pays en développement.

En marge du Forum, de nombreuses réunions parallèles ont eu lieu. Parmi les plus intéressantes : le **Business Forum**, où des entreprises expliquaient comment elles contribuent aux ODD, sous la devise: « Nous ne voulons pas devenir la meilleure entreprise au monde mais la meilleure entreprise **pour** le monde » (pour plus d'infos: [www.businessfor2030.org](http://www.businessfor2030.org)).

L'UIP a organisé une [réunion parlementaire](#) le lundi 17 juillet 2017. Les participants ont constaté que les parlements ne sont toujours pas pleinement associés au processus des ODD. Les pays en développement semblent mieux préparés, peut-être parce qu'ils sont déjà habitués à la méthodologie des

Objectifs du millénaire, qui étaient axés sur eux. Or, les ODD s'appliquent à tous les pays. Les participants ont conclu qu'un engagement nettement plus fort du monde politique, de la société civile, du monde académique, des entreprises, ... est nécessaire. Signalons que l'UIP a publié une brochure, intitulée : « Les ODD à l'usage des parlements – Outil d'auto-évaluation ».

En marge de cette réunion, j'ai pu rencontrer Mme Gabriela Cuevas, sénatrice du Mexique, qui est candidate à la présidence de l'UIP (elle s'était déjà présentée aux membres du Bureau de l'UIP Belgique à Bruxelles).

### **Conclusion:**

Journées très instructives, méthode mondiale très intéressante pour éliminer la faim et la pauvreté, promouvoir la santé et l'éducation, protéger l'environnement, combattre les inégalités, développer l'économie, les infrastructures et la recherche, ...

Suggestions:

- donner à tous les parlementaires la possibilité de suivre une formation sur les ODD, par exemple via CIFAL Flanders/UNITAR (centre de formation des Nations Unies – formations disponibles en français, néerlandais et anglais)
- examiner les prochains rapports d'évaluation de la Belgique dans les différents parlements et les compléter par des conclusions parlementaires.

Un slogan et un objectif formidables: "leaving no one behind" (ne laisser personne pour compte).□

Brigitte Grouwels, Sénatrice

21/7/2017

---

<sup>1</sup> Par ce programme, tous les pays du monde, qu'ils soient riches, moins riches ou pauvres, se sont engagés à œuvrer au développement durable en réalisant d'ici 2030 un certain nombre d'objectifs. Ces 17 objectifs, qui s'articulent en 169 sous-objectifs (cibles), constituent le principal cadre international en matière de développement durable pour les 15 prochaines années.

<sup>2</sup> 1. Pas de pauvreté 2. Faim "zéro" 3. Bonne santé et bien-être 4. Education de qualité 5. Égalité entre les sexes 6. Eau propre et assainissement 7. Energie propre et d'un coût abordable 8. Travail décent et croissance économique 9. Industrie, innovation et infrastructure 10. Inégalités réduites 11. Villes et communautés durables 12. Consommation et production durables 13. Lutte contre les changements climatiques 14. Vie aquatique 15. Vie terrestre 16. Paix, justice et institutions efficaces 17. Partenariats pour la réalisation des objectifs.